

*Les crédits*

[Français]

**Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent):** Monsieur le Président, je prends part aujourd'hui à un débat historique. En effet, il s'agit bien plus qu'un débat sur les coupures imposées à VIA Rail. Il s'agit en fait de débattre de l'avenir du transport de passagers par train et du problème global de transport des personnes auquel doit faire face les sociétés en vue des années 2000.

Le gouvernement canadien a fait son choix: il sacrifie le transport ferroviaire qui fut le catalyseur de la Confédération canadienne, et ce, au nom de la réduction du déficit. Il coupe donc sauvagement les subventions accordées à VIA Rail, mais néglige de fournir des moyens alternatifs de transport pour les régions qui dépendent fortement de ce moyen pour se déplacer.

Actuellement, le Canada fait face à une crise au niveau des réseaux routiers et du trafic aérien. Les deux étant surchargés, la sécurité des Canadiens est en danger. On n'a qu'à penser au problème d'achalandage de l'aéroport Pearson à Toronto et de la réduction du nombre de contrôleurs aériens partout au Canada.

A cause du manque de vision de ce gouvernement et de son obsession à réduire le déficit, notre pays fera face à une crise généralisée dans le domaine du transport.

Monsieur le Président, ce gouvernement est synonyme d'incohérence. Alors que Lawrence Hannigan, président du Conseil de VIA Rail, affirme dans son rapport annuel que l'année 1988 a été la meilleure dans l'histoire de cette société, le gouvernement réduit de façon draconienne son aide à VIA Rail. Cette réduction sera de 100 millions de dollars pour la première année et de plus de 300 millions de dollars sur cinq ans.

Pourquoi le gouvernement coupe-t-il l'herbe sous le pied à VIA Rail alors que le rapport annuel de la société indique que le niveau de financement de ses activités pour 1988 est inférieur de 8 p. 100 à celui de 1982, par exemple, et qu'enfin VIA Rail est sur la route de l'autonomie financière?

• (1440)

Cette année, 500 000 personnes de plus ont utilisé VIA Rail par rapport à l'an dernier. Cette hausse de 9,4 p. 100 de la clientèle, de même que l'augmentation de 12,9 p. 100 des recettes contredisent les allégations du premier ministre à l'effet que les Canadiens n'utilisent pas les chemins de fer pour se déplacer!

J'aimerais citer monsieur Hannigan à ce sujet:

L'amélioration amorcée l'an dernier a été soutenue. La tendance à la hausse observée au chapitre de la ponctualité, de l'achalandage et des recettes est manifeste et constante depuis l'automne de 1987.

Et il ajoute:

Notre taux de croissance dépasse celui de l'ensemble du marché des voyages au Canada.

Donc, monsieur le Président, au lieu d'aider à marcher vers la prospérité et l'indépendance financière, le gouvernement actuel est en train de démolir notre service national de transport ferroviaire des voyageurs et de gaspiller la précieuse contribution fiscale du public car il va finir par faire mourir la société ferroviaire en ne maintenant pas sa contribution à un niveau suffisant d'efficacité.

Non seulement les contribuables feront-ils les frais de l'entêtement de ce gouvernement, mais les plus touchés seront à la fois les usagers et les travailleurs. A Montréal seulement, près de 3 000 emplois sont en jeu. Où sont les ministres montréalais dans ce gouvernement? Ils ne font même pas le poids. On leur a cloué le bec!

Dans une entrevue accordée au journal *Le Devoir*, le ministre des Transports du Québec affirmait qu'Ottawa étouffait l'industrie du transport au Québec, et ce, par son manque de cohérence.

Il informe aussi les Québécois sur les intentions du gouvernement fédéral d'abandonner près de 1 000 kilomètres de lignes de chemins de fer au Québec vouées au transport des marchandises, et ce, sans compter la disparition des services de VIA Rail en région et la réduction du service dans les corridors qui incluent Montréal.

Qu'arrivera-t-il des travailleurs des ateliers d'entretien de Pointe-Saint-Charles? De plus, la mort de l'industrie ferroviaire au Québec met en péril près de 20 000 emplois au sein des petites et moyennes entreprises qui vivent de la sous-traitance dans ce secteur d'activités.

Dans les faits, le plan des coupures présenté dans le journal *The Globe and Mail* fait état de l'abandon des 33 lignes qui composent le transport régional au Québec et de l'élimination totale des activités de VIA Rail dans les provinces Maritimes.

Ceci menace d'autant plus les emplois à Montréal car Pointe-Saint-Charles était le centre d'entretien principal pour l'Est du pays, puisqu'on a fermé l'usine que nous avions au Nouveau-Brunswick.

Encore une fois, au nom du laisser-faire économique, ce gouvernement détruit, morceau par morceau, les bases mêmes de notre pays. En fait, le gouvernement actuel n'a pas de cœur, monsieur le Président! Il réduit l'aide au développement régional, élimine les services ferroviaires régionaux; bientôt les gens de ces régions devront quitter